



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

24-11-2016

Rencontre avec les salariés d'Alstom Belfort : la lutte à l'ordre du jour

Nous savons que l'ensemble des médias consacre tout leur espace d'information à l'organisation des élections présidentielles. Le but est de faire croire qu'il y a des différences entre les candidats qu'ils soient de droite ou qualifié de « gauche » pour éviter de débattre des causes des problèmes sociaux et ainsi continuer à servir le capital.

Ils ne disent rien sur les luttes actuelles, le black-out est total car ils craignent plus que jamais qu'elles se développent, seul chemin pour faire reculer les projets capitalistes.

La casse industrielle se poursuit au nom du profit, Alstom, Airbus, STX, trois entreprises de transport, trois entreprises qui réalisent des milliards de profits et qui font l'objet de restructurations dont l'objectif est d'accumuler encore plus de profits au détriment des intérêts des travailleurs.

Une nouvelle rencontre entre notre parti et les salariés d'Alstom a eu lieu cette semaine. Après la menace de fermeture de l'unité transport, il était utile de faire le point face à la situation et tracer une perspective de lutte politique.

Des débrayages ont eu lieu dans les ateliers de production contre la dégradation des conditions de travail, la direction exigeant au cours d'entretiens individuels plus de « productivité » et « d'engagement » de la part des salariés. Les arrêts de travail ont permis de stopper les intimidations et pressions multiples.

Il est clair que la multinationale utilise ses annonces de fermeture pour accentuer l'exploitation du travail.

Elle cherche actuellement à remettre en cause l'organisation des jours de réduction du temps de travail, ce que les travailleurs refusent. Les syndicats sont appelés à négocier un nouvel accord, la CGT s'est prononcée contre toute remise en cause de l'organisation actuelle.

La discussion a permis d'éclaircir sur les enjeux actuels, les travailleurs ne sont pas dupes du rôle joué par le gouvernement après l'annonce de la fermeture.

Ils savent que les commandes annoncées par l'équipe gouvernementale sont un « emplâtre sur une jambe de bois », comme ils disent.

La pérennité du site, son développement, passent par d'autres solutions.

La signature d'un accord de production en février de cette année avec KTZ (équivalent de la SNCF en France) au Kazakhstan et EKZ (dont Alstom est devenu actionnaire majoritaire) menace directement la production de locomotives à Belfort.

Alstom déclare à la suite de cet accord que EKZ deviendra une « plate-forme pour la production et l'exportation de locomotives dans le monde ». Des salariés sont envoyés sur place pour accélérer le transfert des technologies, ce qui laisse présager la suite.

Alstom qui a signé fin novembre 2015 un accord avec le gouvernement indien portant sur la fabrication de 800 locomotives doubles (1600 simples) et le développement des infra structures pour un montant de 3,5 milliards d'euros,

anticipe la fabrication des locomotives en dehors des entreprises françaises.

Le débat a porté sur les coopérations internationales telles que notre parti les envisage. Le développement des transports publics ferroviaires ou autres avec l'apport d'entreprises françaises doit avoir lieu dans le cadre de coopérations mutuellement avantageuses et non pas dans le but d'accumuler du profit, ce dont les travailleurs français ou étrangers sont les victimes.

Pour cela il faut par la lutte chasser les actionnaires de ces entreprises et en confier la gestion démocratique aux travailleurs dans le but unique du développement en réponse aux besoins sociaux.

La même question se pose en France concernant la nécessité de développer les transports publics qu'ils soient par rail, route, air ou mer. Tous sont sous domination de multinationales dont la recherche de profit engendre suppressions massives d'emplois, fermetures de sites, atteintes aux droits et acquis sociaux.

A l'issue de cette rencontre, nous avons convenu de poursuivre le débat (trop court) avec la volonté de l'élargir encore, une prochaine réunion aura lieu en janvier 2017, année d'échéances électorales ou la question de l'industrie en France est totalement ignorée des candidats.